VILLE DE Dinard

DIRECTION DES MOYENS GÉNÉRAUX

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

EXERCICE 2016

RAPPEL REGLEMENTAIRE

Comme chaque année, le conseil municipal est appelé à débattre des grandes orientations de la commune pour 2016. Le débat d'orientations budgétaires (DOB) constitue la première étape du cycle budgétaire avant l'acte politique majeur que représente le vote du budget primitif.

L'article 107 de la loi NOTRe est venu compléter les dispositions relatives à la forme et au contenu de ce débat en modifiant différents articles du code général des collectivités territoriales.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice mais également d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Le DOB permet également aux élus de s'exprimer sur la stratégie financière de la collectivité.

Pour ce faire, doit être présenté en conseil municipal un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

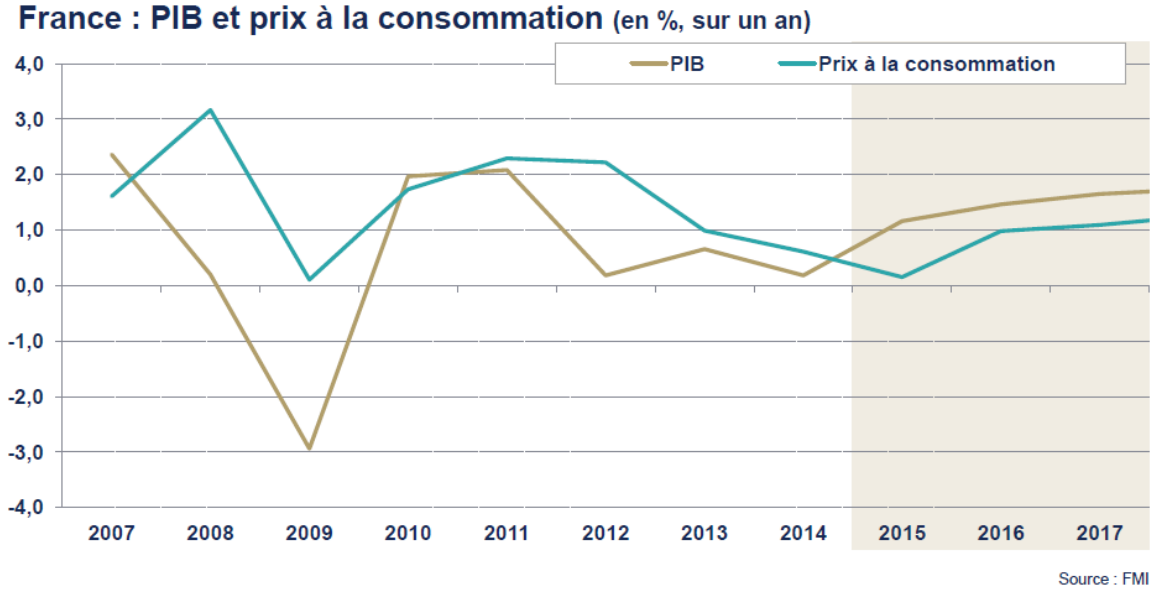
1- LE CADRE GENERAL D'ELABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2016

1-1 Le contexte économique

L'économie mondiale se retrouve fragilisée par le ralentissement des pays émergents, en particulier de la Chine. Ce ralentissement associé à des prix du pétrole très bas laisse craindre un risque de désinflation à l'échelle mondiale.

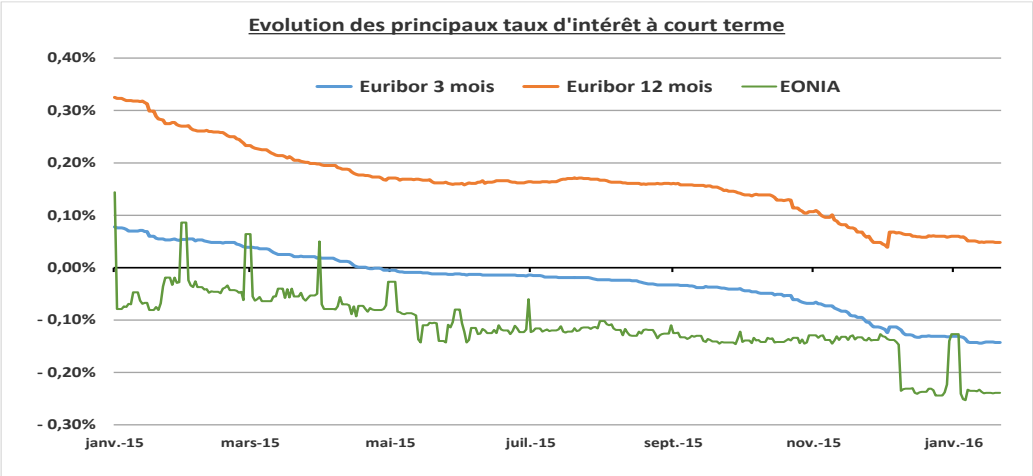
En zone euro, la croissance peine à retrouver son rythme d'avant la crise de 2008. La croissance française, qui se situe dans la moyenne de la zone euro, est estimée à 1 % en 2015 et devrait être à peine meilleure en 2016 à 1,5 %.

En parallèle, l'inflation poursuit la chute qu'elle a entamée, presque sans discontinuer, depuis l'été 2012. Elle devrait quasiment être nulle en 2015 et atteindrait tout juste 1 % en 2016.



Dans ce contexte de croissance faible, les stratégies nationales de désendettement, en particulier française, passent par une maîtrise forte de la dépense publique.

Les taux d'intérêt à court terme sont restés négatifs depuis le printemps 2015 du fait de la faiblesse de l'activité économique mais aussi de la politique de la banque centrale européenne.



La loi de finances pour 2016 a été élaborée en retenant les hypothèses macro-économiques suivantes :

	2014	Estimations 2015	Prévisions 2016
Economie française			
Produit intérieur brut (PIB)	0,2 %	1,0 %	1,5 %
Consommation des ménages	0,6 %	1,8 %	1,7 %
Investissement des entreprises (hors construction)	1,6 %	2,5 %	4,9 %
Prix à la consommation (hors tabac)	0,4 %	0,1 %	1,0 %
Environnement international			
PIB zone euro	0,8 %	1,5 %	1,8 %
Prix à la consommation zone euro	0,4 %	0,2 %	1,1 %
Prix du baril pétrole	100 $	57 $	55 $
Taux de change euro / dollar	1,33 $	1,11 $	1,10 $

1-2 La loi de finances pour 2016

Le premier objectif de la loi de finances initiale (LFI) pour 2016 reste, comme les années précédentes, la réduction du déficit public et l'équilibre structurel des finances publiques à atteindre d'ici la fin de la législature.

Ainsi, le déficit des administrations publiques devrait passer de 3,8 % en 2015 à 3,3 % du PIB en 2016, avec toujours comme objectif de passer sous la barre des 3 % en 2017.

Le taux d'endettement public devrait atteindre 96,3 % du PIB fin 2015, soit près de 2 100 milliards d'euros, et se stabiliser à 96,5 % en 2016.

Le principal levier de la réduction du déficit est constitué du plan d'économies de 50 Md€ présenté en 2014 qui prévoit notamment la **baisse des dotations aux collectivités territoriales de 11 Md€ de 2015 à 2017, dont 3,7 Md€ pour la seule année 2016**.

Cette baisse se traduit concrètement par la diminution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée aux collectivités territoriales.

Il convient en effet de rappeler que les critères de déficit et de dette publics définis par le traité de Maastricht s'appliquent à l'ensemble des administrations publiques : État, organismes divers d'administrations centrales, **administrations publiques locales** et administrations de sécurité sociale.

Les concours financiers de l'Etat

Les transferts financiers de l'Etat au profit des collectivités locales sont évalués en projet de loi de finances 2016 à environ 100 milliards d'euros dont 50,8 Md€ pour les concours de l'Etat, 14 Md€ pour les dégrèvements fiscaux et 35 Md€ pour la fiscalité transférée.

Les concours de l'Etat sont composés pour l'essentiel de la dotation globale de fonctionnement (DGF), des dotations de décentralisation, des compensations d'exonérations fiscales ou encore du FCTVA. Ce sont eux qui sont impactés par la baisse de 3,7 Md€ en 2016.

Cet effort est presque intégralement supporté par la DGF qui évoluera ainsi de - 9,2 % en 2016, diminution qui se poursuivra en 2017. Ainsi, entre 2015 et 2017, la DGF aura diminué de près de 11 Md€, soit – 27 % en trois ans. La baisse de la DGF des communes sera de -1,45 Md€ en 2016.

Les dotations de compensations fiscales (taxes foncières et cotisation foncière des entreprises) servent de variables d'ajustement : elles devraient ainsi diminuer de près de 20 % en 2016 afin de financer la moitié de l'augmentation des dotations de solidarité urbaine et rurale.

Afin de soutenir l'investissement local, deux mesures ont été adoptées.

En premier lieu, les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de voirie deviennent éligibles au fonds de compensation de la TVA. Cela se traduira par une nouvelle recette de fonctionnement en 2017 sur la base des dépenses constatées en 2016.

En second lieu, une dotation de soutien à l'investissement pour les communes et les EPCI est créée. Elle sera répartie par les préfets dans chaque région selon deux enveloppes :

- La première (500 M€) peut être attribuée à toutes les communes et intercommunalités en vue de la réalisation de projets de rénovation thermique, de transition énergétique, de développement des énergies renouvelables, de mise aux normes des équipements publics, de développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de construction de logements et de la réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants.

- La seconde (300 M€) concerne uniquement les communes centres de moins de 50 000 habitants et leurs intercommunalités en vue de la réalisation d'opérations d'investissement s'inscrivant dans le cadre d'un projet global de développement du territoire (mobilité, santé, petits commerces, logements, services publics de proximité).

La réforme de la DGF : votée… mais reportée

Le projet de loi du Gouvernement prévoyait une réforme d'envergure de la DGF se traduisant par de nouvelles modalités de calcul dès 2016. Suite à la réaction des élus locaux, le contenu de la réforme est resté inscrit à l'article 151 de la loi mais son application a été reportée à 2017.

Le texte prévoit donc que la dotation forfaitaire de la DGF sera composée de trois parts :

- une dotation de base dont le montant par habitant (75,72 €) sera le même pour toutes les communes quelle que soit leur taille,
- une dotation de ruralité dont le montant par habitant varie suivant la densité de population,
- une dotation de centralité devant prendre en compte les charges supportées par les communes centres et dont le mode de calcul s'avère complexe avec un effet puissant de concentration sur les communes les plus peuplées de chaque ensemble intercommunal.

Il est également prévu de supprimer purement et simplement la dotation nationale de péréquation (DNP) dont les montants reviendraient aux dotations de solidarité rurale et urbaine. Or, Dinard perçoit la DNP (281 000 € en 2015) mais pas la DSU ni la DSR.

Au total, l'application de cette réforme serait très négative pour Dinard puisqu'elle pourrait aboutir à une baisse de DGF avoisinant le million d'euros sur 3 ans (l'essentiel de la baisse se produisant dés 2017), celle-ci venant s'ajouter à la diminution de 1,7 million sur 4 ans déjà programmée au titre de la contribution au redressement des comptes publics.

Les mesures fiscales

Le taux de revalorisation des valeurs locatives (qui constituent la base de calcul de la fiscalité directe locale) sera de 1 % en 2016, soit le niveau de l'inflation prévisionnelle.

Pour la troisième année consécutive, l'entrée en vigueur de la refonte des valeurs locatives cadastrales des locaux professionnels a été reportée d'un an, elle est donc désormais fixée à 2017.

La modification du calcul du revenu fiscal de référence des contribuables modestes et l'instauration d'une sortie progressive sur 5 ans des exonérations de taxe d'habitation devraient avoir un impact non négligeable pour les communes. D'une part, les bases de taxe d'habitation devraient évoluer nettement moins vites en 2016 qu'en 2015 par le jeu des dégrèvements et des exonérations. D'autre part, la dotation de compensation de taxe d'habitation qui a connu une forte hausse en 2015 devrait retrouver son niveau de 2014 en 2016.

Autres dispositions de la loi de finances pour 2016 pouvant concerner la commune

Le montant du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) passe de 780 M€ en 2015 à 1 Md€ en 2016. Dinard et son intercommunalité font partie des collectivités qui sont contributrices au FPIC, la charge revenant à la CCCE étant plus ou moins proportionnelle à son coefficient d'intégration fiscale (CIF). Par conséquent, plus la CCCE intégrera de nouvelles compétences, plus elle prendra sa part du FPIC.

En 2015, la contribution de Dinard au FPIC a plus que doublé en passant de 45 639 € à 104 499 €. Ce montant devrait donc encore augmenter en 2016 en espérant que l'augmentation du CIF de la CCCE suite au transfert des ordures ménagères vienne accroitre la part prise en charge par cette dernière.

Le taux de la cotisation destinée au CNFPT est ramené de 1 % à 0,9 % de la masse salariale.

La dépénalisation des amendes de stationnement payant a été reportée au 1er janvier 2018. Cette réforme prévoit le remplacement du tarif unique actuel par l'instauration d'une redevance pour occupation du domaine public directement versée aux collectivités locales. Cela devrait permettre à terme aux communes de fixer des redevances d'un niveau bien supérieur à l'amende actuellement en vigueur.

2- LA SITUATION FINANCIERE DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

(en milliers d'euros)	2010	2011	2012	2013	2014	*2015 provisoire*	évol° 2015 /2014	évol° moy. 2010 /2015
Section de fonctionnement Recettes								
fiscalité directe	12 746	15 448	15 747	11 608	11 797	*12 073*	2,3%	-1,1%
fiscalité transférée (CCCE)				5 482	5 495	*5 481*	-0,2%	
fiscalité indirecte	6 267	6 505	6 024	5 526	5 443	*3 686*	-32,3%	-10,1%
dotations et participations	6 391	6 410	6 240	5 252	4 905	*4 401*	-10,3%	-7,2%
produits des services	1 481	1 400	1 499	1 477	1 347	*1 576*	17,1%	1,3%
autres produits de gestion courante	675	683	910	740	669	*1 116*	66,8%	10,6%
produit de cessions	120	1 568	1	923	10	*2*	-75,8%	-54,0%
autres recettes	362	323	661	588	251	*157*	-37,3%	-15,4%
Recettes réelles de fonctionnement	**28 041**	**32 339**	**31 082**	**31 596**	**29 917**	***28 493***	**-4,8%**	**0,3%**
recettes d'ordre	648	357	506	556	790	*555*	-29,7%	-3,0%
excédent antérieur reporté	1 000	500	500					
Total recettes de fonctionnement	**29 689**	**33 196**	**32 088**	**32 152**	**30 707**	***29 048***	**-5,4%**	**-0,4%**
Dépenses								
charges à caractère général	6 485	6 455	6 842	6 621	6 019	*5 440*	-9,6%	-3,5%
charges de personnel	12 906	13 171	13 539	13 932	14 033	*14 311*	2,0%	2,1%
atténuations de produits	0	2 392	2 514	2 457	2 480	*2 539*	2,4%	464,5%
autres charges de gestion courante	3 482	3 824	3 889	3 874	4 993	*3 392*	-32,1%	-0,5%
charges financières	634	583	532	572	730	*732*	0,2%	2,9%
charges exceptionnelles	47	90	201	14	137	*28*	-79,5%	-9,7%
dotations provisions	194		10		5	*50*		
Dépenses réelles de fonctionnement	**23 748**	**26 515**	**27 526**	**27 470**	**28 398**	***26 492***	**-6,7%**	**2,2%**
dépenses d'ordre	887	2 375	740	2 018	1 253	*1 384*	10,5%	9,3%
Total dépenses de fonctionnement	**24 635**	**28 890**	**28 266**	**29 488**	**29 651**	***27 876***	**-6,0%**	**2,5%**
Section d'investissement Recettes								
FCTVA	684	565	717	873	1 756	*678*	-61,4%	-0,1%
taxes d'urbanisme	337	159	606	379	241	*285*	18,0%	-3,3%
subventions (13)	995	828	514	424	393	*242*	-38,4%	-24,6%
emprunts				6 200	4 500	*2 000*		
tirage revolving	3 000	2 880	2 816					
autres recettes d'investissement	67	3	1	104	189	*349*		
Recettes réelles d'investissement	**5 082**	**4 435**	**4 654**	**7 979**	**7 079**	***3 555***	**-49,8%**	**-6,9%**
Recettes d'ordre	887	2 392	744	2 041	1 287	*1 384*	7,6%	9,3%
Excédent antérieur reporté ou affecté	3 656	4 554	3 806	3 823	2 665	*1 056*	-60,4%	-22,0%
Total recettes d'investissement	**9 625**	**11 380**	**9 203**	**13 843**	**11 031**	***5 995***	**-45,7%**	**-9,0%**
Dépenses								
remboursement capital dette	1 245	1 043	1 049	2 328	1 448	*1 524*	5,2%	4,1%
remboursement revolving	3 000	2 880	2 816					
dépenses d'équipement (20/21/23)	3 809	4 684	5 912	11 543	4 317	*2 803*	-35,1%	-6,0%
autres dépenses (204/27/45/165)	35	1	44	231	354	*251*	-29,2%	
Dépenses réelles d'investissement	**8 089**	**8 607**	**9 822**	**14 102**	**6 120**	***4 577***	**-25,2%**	**-10,8%**
dépenses d'ordre	648	373	511	580	824	*555*	-32,7%	-3,0%
déficit antérieur reporté	8 726	7 838	5 438	6 567	7 405	*3 318*	-55,2%	-17,6%
Total dépenses d'investissement	**17 462**	**16 818**	**15 770**	**21 248**	**14 349**	***8 450***	**-41,1%**	**-13,5%**
Soldes financiers								
Epargne brute	**4 173**	**4 256**	**3 555**	**3 203**	**1 509**	***1 999***	**32,5%**	**-13,7%**
Epargne nette	**2 928**	**3 214**	**2 505**	**875**	**60**	***475***	**690,4%**	**-30,5%**
Résultat de l'exercice	**-2 784**	**-1 132**	**-2 744**	**-4 740**	**-2 262**	***-1 284***	**-43,3%**	**-14,3%**
Encours de la dette	**13 947**	**12 969**	**13 486**	**18 607**	**21 659**	***22 135***	**2,2%**	**9,7%**
Capacité de désendettement (en années)	**3,3**	**3,0**	**3,8**	**5,8**	**14,4**	***11,1***		

Les montants présentés pour l'exercice 2015 sont encore provisoires dans l'attente du vote des comptes administratifs. L'ensemble des tableaux et graphiques reprennent les recettes et les dépenses réelles hors affectation de résultat et opérations d'ordre.

D'importants effets de périmètre sont intervenus en 2015 : transfert de la compétence ordures ménagères à la Communauté de communes, transfert de la restauration scolaire et de la caisse des écoles à la commune.

C'est pourquoi il est intéressant de retraiter les données antérieures afin d'analyser les évolutions à périmètre constant.

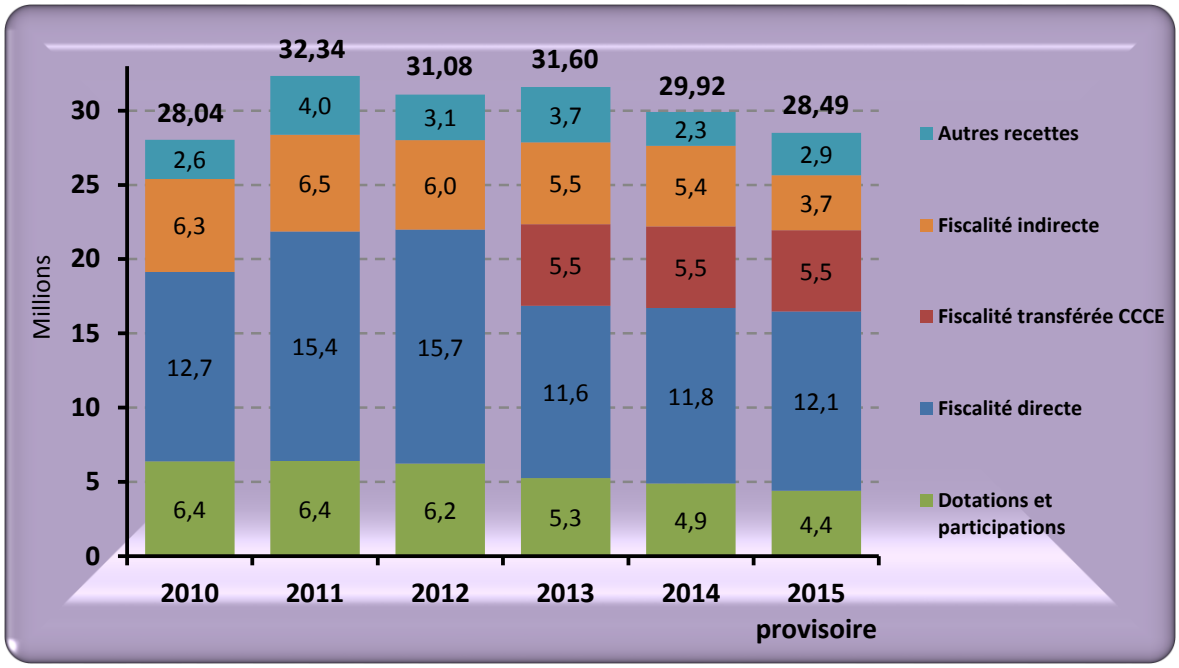
La section de fonctionnement à périmètre constant se présente de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	2010	2011	2012	2013	2014	*2015 provisoire*	évol° 2015 /2014	évol° moy. 2010 /2015
Section de fonctionnement								
Recettes								
fiscalité directe	12 746	15 448	15 747	11 608	11 797	*12 073*	2,3%	-1,1%
fiscalité transférée (CCCE)				5 482	5 495	*5 481*	-0,2%	
fiscalité indirecte	3 804	3 978	3 819	3 613	3 503	*3 686*	5,2%	-0,6%
dotations et participations	6 403	6 417	6 242	5 252	4 906	*4 401*	-10,3%	-7,2%
produits des services	1 843	1 700	1 815	1 782	1 712	*1 576*	-7,9%	-3,1%
autres produits de gestion courante	675	733	947	780	687	*1 116*	62,6%	10,6%
produit de cessions	120	1 568	1	923	10	*2*	-75,8%	-54,0%
autres recettes	364	328	663	591	252	*157*	-37,6%	-15,5%
Recettes réelles de fonctionnement	**25 955**	**30 172**	**29 234**	**30 031**	**28 361**	***28 493***	**0,5%**	**1,9%**
Dépenses								
charges à caractère général	6 811	6 764	7 166	6 917	6 341	*5 440*	-14,2%	-4,4%
charges de personnel	13 176	13 427	13 797	14 207	14 286	*14 311*	0,2%	1,7%
atténuations de produits	0	2 392	2 514	2 457	2 480	*2 539*	2,4%	464,5%
autres charges de gestion courante	2 001	2 317	2 416	2 587	3 501	*3 392*	-3,1%	11,1%
charges financières	634	583	532	572	730	*732*	0,2%	2,9%
charges exceptionnelles	47	90	201	14	137	*28*	-79,5%	-9,7%
dotations provisions	194		10		5	*50*		
Dépenses réelles de fonctionnement	**22 863**	**25 572**	**26 634**	**26 753**	**27 481**	***26 492***	**-3,6%**	**3,0%**
Epargne brute	**2 972**	**3 032**	**2 599**	**2 354**	**870**	***1 999***	**129,7%**	**-7,6%**

2-1 Les recettes de fonctionnement

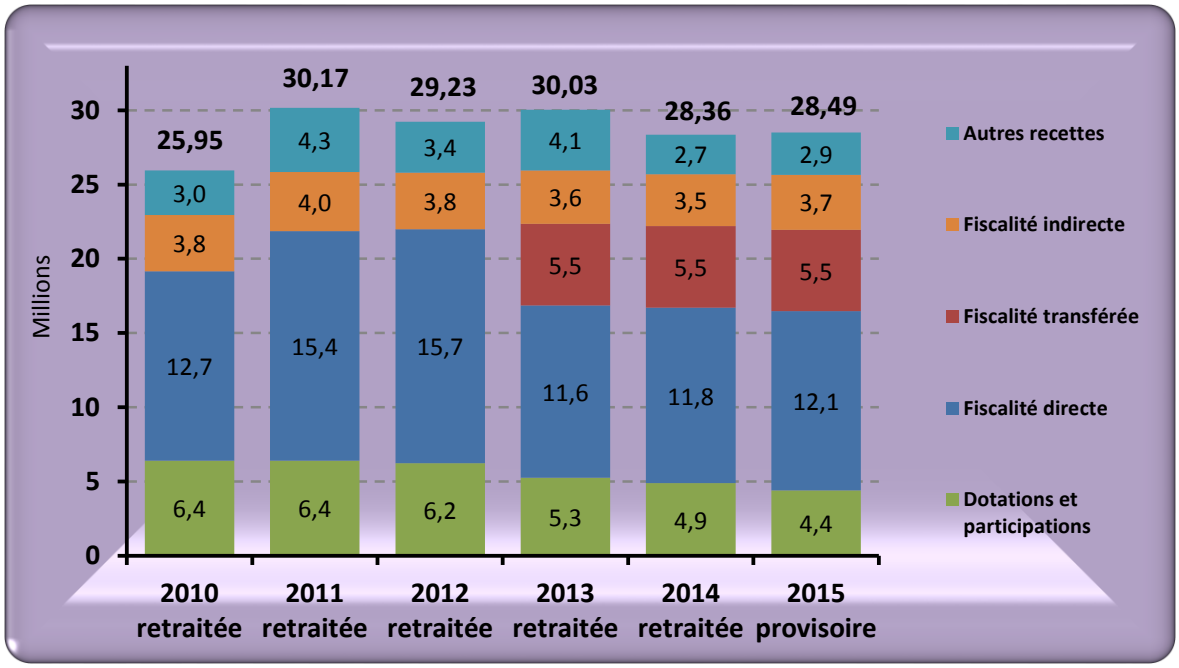
Les évolutions constatées en 2011 sont liées au transfert de la part de taxe d'habitation du département vers le bloc communal et du non bâti issu de la région dans le cadre de la réforme supprimant la taxe professionnelle. Depuis l'adhésion de la commune à la CCCE en 2013, la ville ne perçoit plus la fiscalité « économique » (cotisation foncière des entreprises et cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises). En échange, elle perçoit une attribution de compensation versée par la CCCE dont le montant n'évolue pas.

Depuis le pic de l'année 2011 au cours de laquelle une recette exceptionnelle de 1,6 M€ a été perçue (dont la cession de la salle des Tourelles), les recettes sont nettement moins dynamiques : gel puis diminution des dotations de l'Etat, perte de la fiscalité économique, baisse du nombre de transactions immobilières…



Après une chute de 1,7 M€ en 2014, les recettes de fonctionnement baissent de nouveau de près de 1,4 M€ en 2015. Cette évolution s'explique de la manière suivante :
- transfert de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à la CCCE (- 1,9 M€),
- baisse de la dotation globale de fonctionnement (- 0,5 M€),
- progression du produit de la fiscalité directe (+ 0,3 M€),
- recette exceptionnelle suite à l'autonomie financière du camping (+ 0,4 M€),
- hausse des recettes des services, essentiellement en raison de l'intégration de la restauration scolaire (+ 0,3 M€).

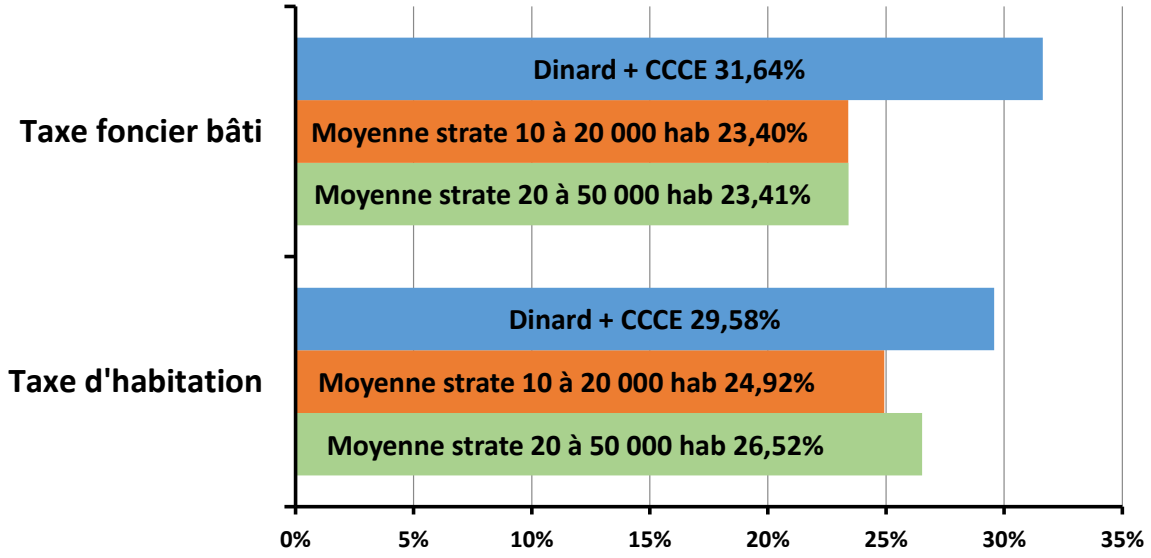
A périmètre constant, les recettes de fonctionnement ont évolué de la manière suivante :



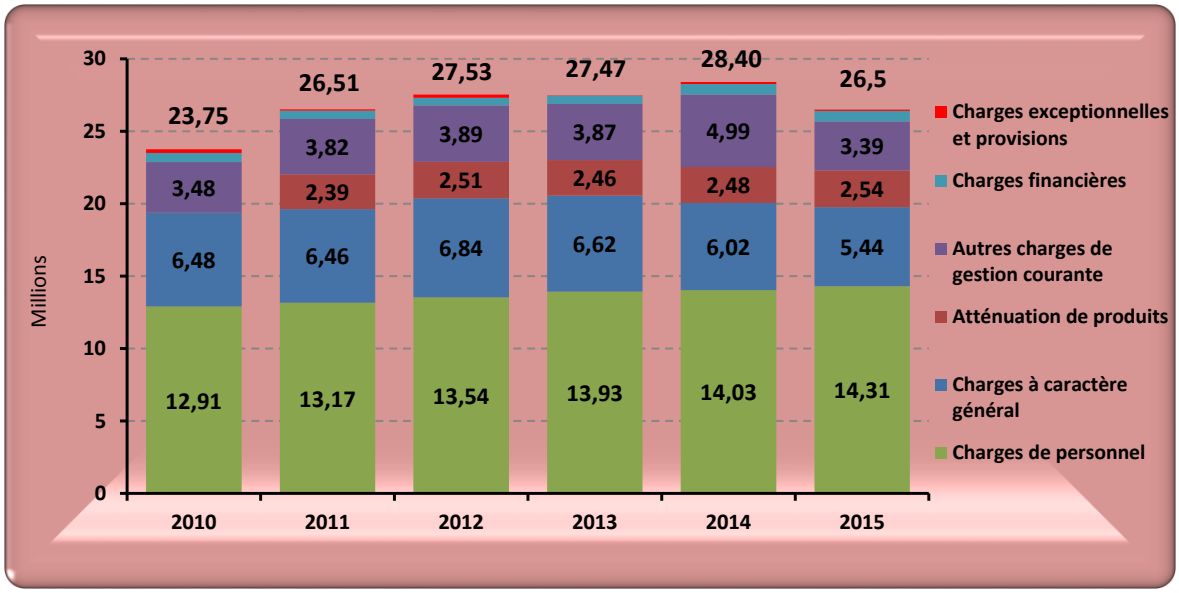
Il convient aussi de préciser que les taux de fiscalité directe actuelle ne permettent aucune marge de manœuvre dans la mesure où ils sont bien au-dessus de la moyenne.

Evolution des taux de fiscalité directe

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taxe d'habitation	16,98%	16,98%	18,23%	18,23%	18,23%	18,40%	18,40%	18,40%
Taxe foncier bâti	29,20%	29,20%	31,35%	31,35%	31,35%	31,64%	31,64%	31,64%

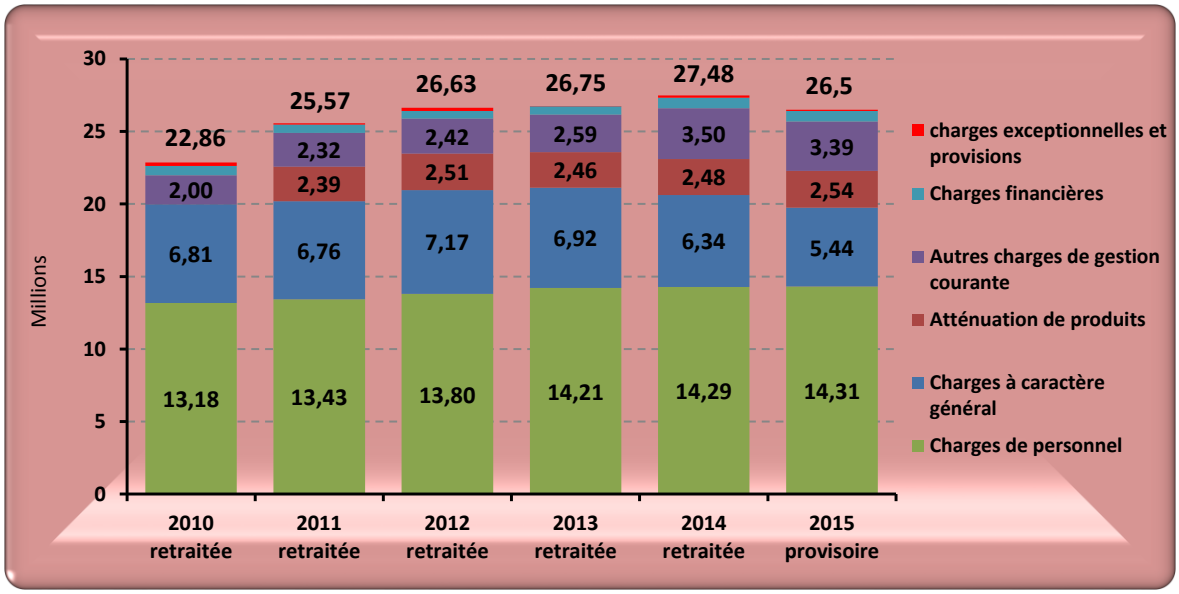


2-2 Les dépenses de fonctionnement



A périmètre courant, les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé en moyenne de 2,2 % par an de 2010 à 2015. L'année 2015 marque une rupture nette avec une baisse de 6,7 %, soit près de 1,9 M€.

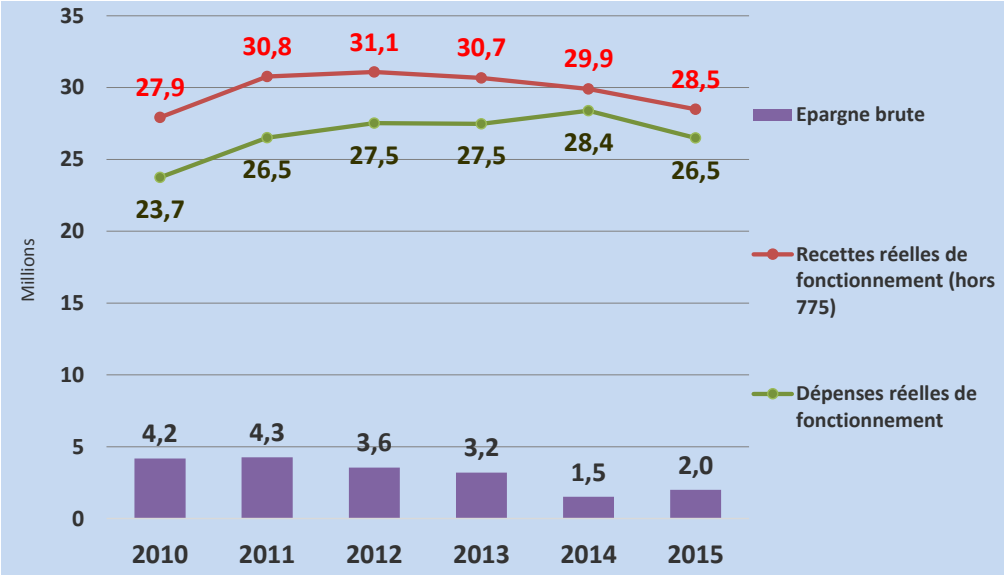
A périmètre constant, les évolutions sont les suivantes :



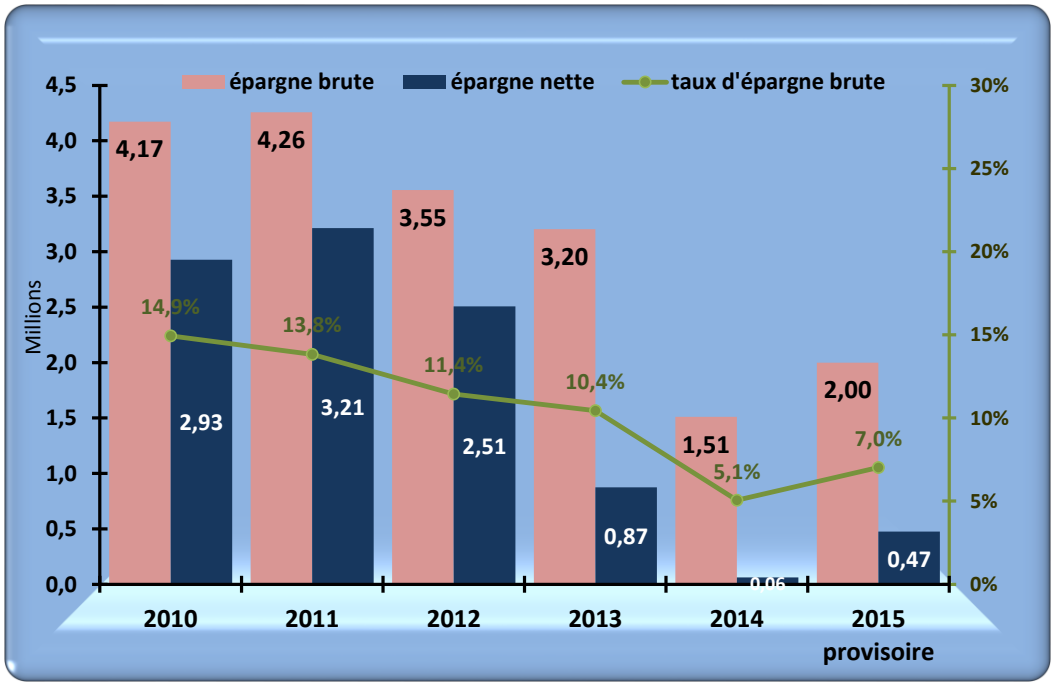
Ainsi, on constate une baisse des dépenses de fonctionnement en 2015 d'environ 1 millions d'euros à périmètre constant, soit une diminution de 3,6 %. Ces économies ont essentiellement portées sur les charges à caractère général tandis que les charges de personnel sont restées stables.

2-3 L'autofinancement

L'épargne brute (autrement appelée capacité d'autofinancement) est la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement, le produit des cessions d'immobilisations n'étant pas pris en compte. Le taux d'épargne brute correspond à l'épargne brute rapportée aux recettes réelles de fonctionnement.

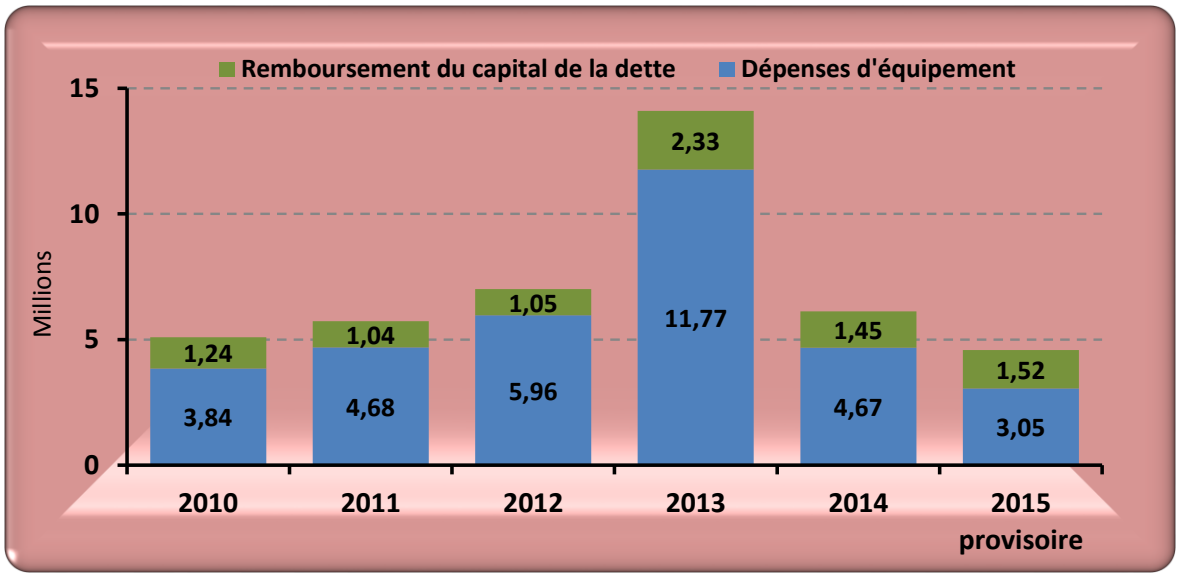


En raison d'un « effet de ciseaux » très prononcé entre l'évolution des dépenses et des recettes, l'épargne brute a continuellement diminué de 2011 à 2014, cette dernière année connaissant une baisse particulièrement marquée. 2015 voit la tendance s'inverser avec une hausse d'environ 500 000 € obtenue grâce à la réduction des dépenses.



L'épargne nette, qui correspond à l'épargne brute diminuée du remboursement du capital de la dette, était à peine positive en 2014. Elle devrait s'établir à environ 475 000 € en 2015.

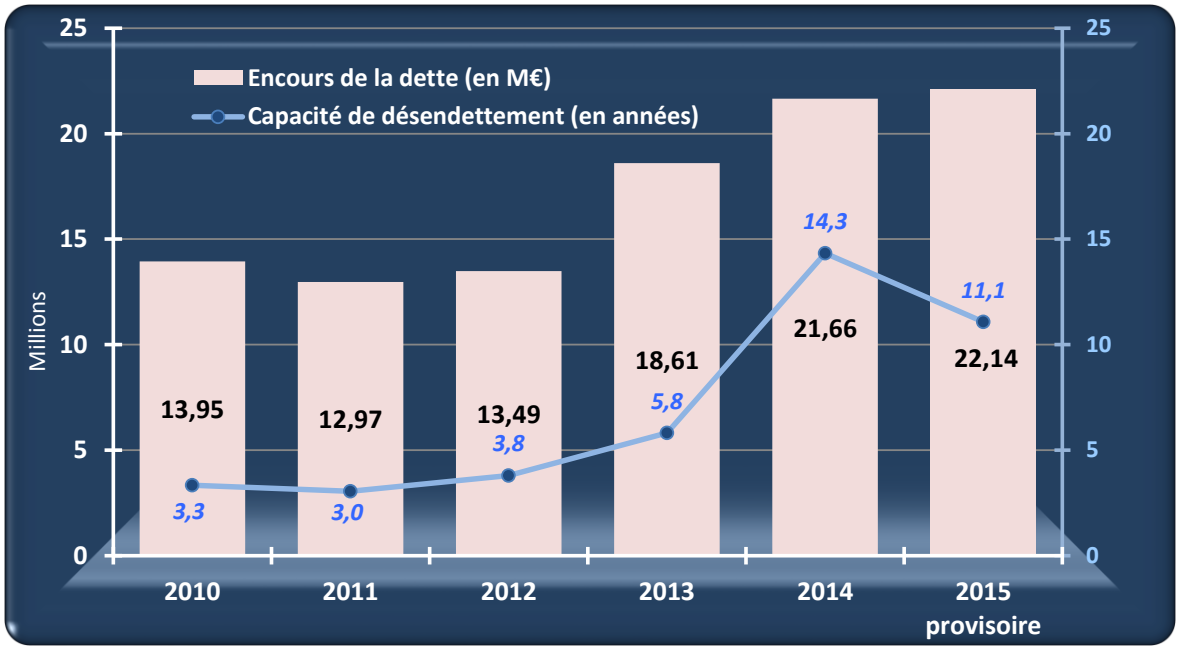
2-4 Dépenses réelles d'investissement



Les dépenses d'équipement correspondent aux investissements hors le remboursement du capital de la dette. Ces dépenses ont connu un pic en 2013, essentiellement en raison de la construction de la médiathèque (plus de 5 M€ en 2013 pour un coût total de 8,2 M€).

Les investissements 2015 ont principalement concernés la voirie (1,34 M€) dont 0,42 M€ pour les travaux d'aménagement devant le collège du Bocage.

2-5 L'endettement

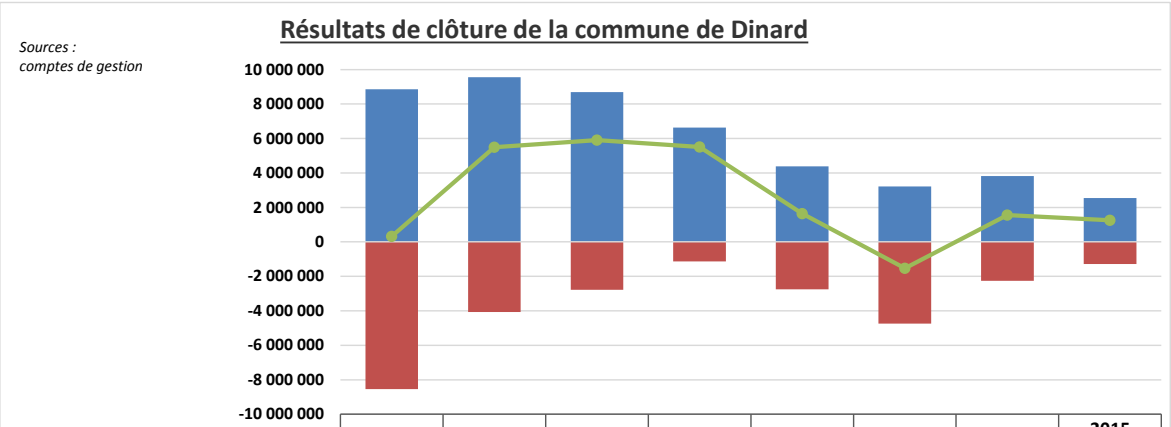


En 2015, deux emprunts d'un montant total de 2 M€ ont été contractés alors que 1,52 M€ ont été remboursés, ce qui porte le montant de l'encours de la dette à 22,14 M€ fin 2015.

Le ratio de capacité de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

Après une très forte augmentation en 2014, il redescend de manière significative en 2015 en raison de l'amélioration de l'épargne brute.

2-6 Le fonds de roulement



	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 provisoire
Budget principal commune	-8 534 926	-4 070 073	-2 784 078	-1 132 390	-2 744 029	-4 740 420	-2 262 329	-1 283 700
Budgets annexes	8 860 283	9 559 856	8 688 278	6 636 274	4 387 968	3 212 612	3 817 773	2 541 918
Budget principal + budgets annexes	325 357	5 489 783	5 904 200	5 503 884	1 643 939	-1 527 808	1 555 444	1 258 218

Le fonds de roulement se calcule en cumulant le résultat de l'année avec les résultats antérieurs reportés, il correspond aux sommes disponibles sur le compte de la commune en fin d'exercice.

Le résultat du budget principal de la commune s'est considérablement amélioré en passant de – 4,74 M€ en 2013 à – 1,28 M€ en 2015.

Comme la commune ne détient qu'un seul compte auprès du trésor public aussi bien pour son budget principal que pour ses budgets annexes, il convient de tout cumuler pour connaitre le montant de ses disponibilités.

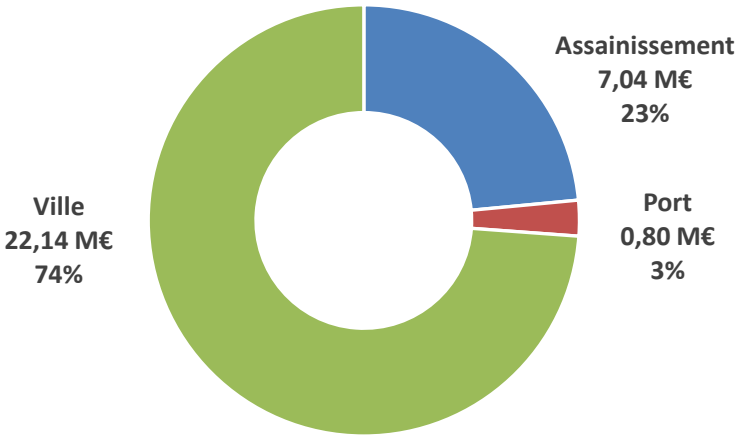
Les résultats cumulés des budgets annexes ont fortement baissé en 2015, en partie en raison du budget du camping qui est devenu autonome financièrement au 1er janvier. Pour information, son résultat 2015 devrait atteindre environ 0,59 M€.

Ainsi, le fonds de roulement consolidé de la commune atteint 1,26 M€ en 2015, en légère baisse par rapport à 2014.

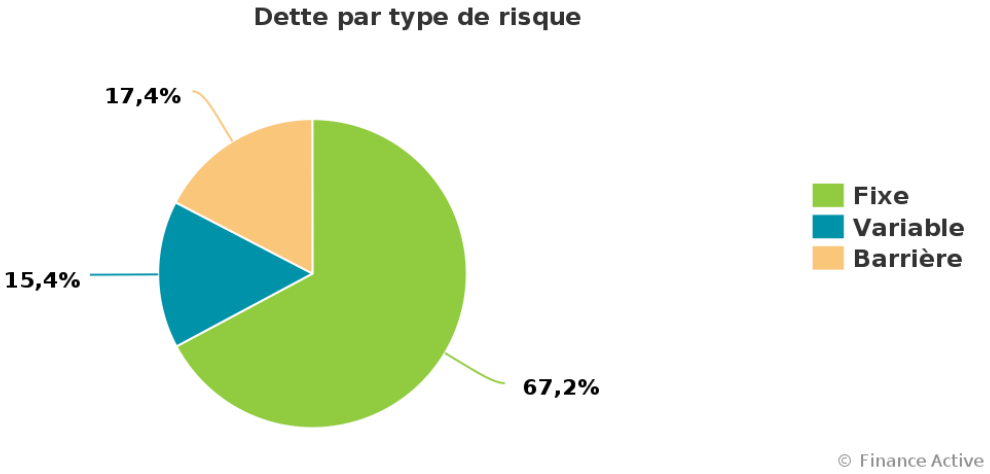
3- LA DETTE CONSOLIDEE DE LA COMMUNE

Au 31 décembre 2015, la dette globale de la commune atteint 29,98 M€ dont 22,14 M€ pour le budget principal, 7,04 M€ pour le budget assainissement et 0,80 M€ pour le budget du port.

Répartition de la dette par budget



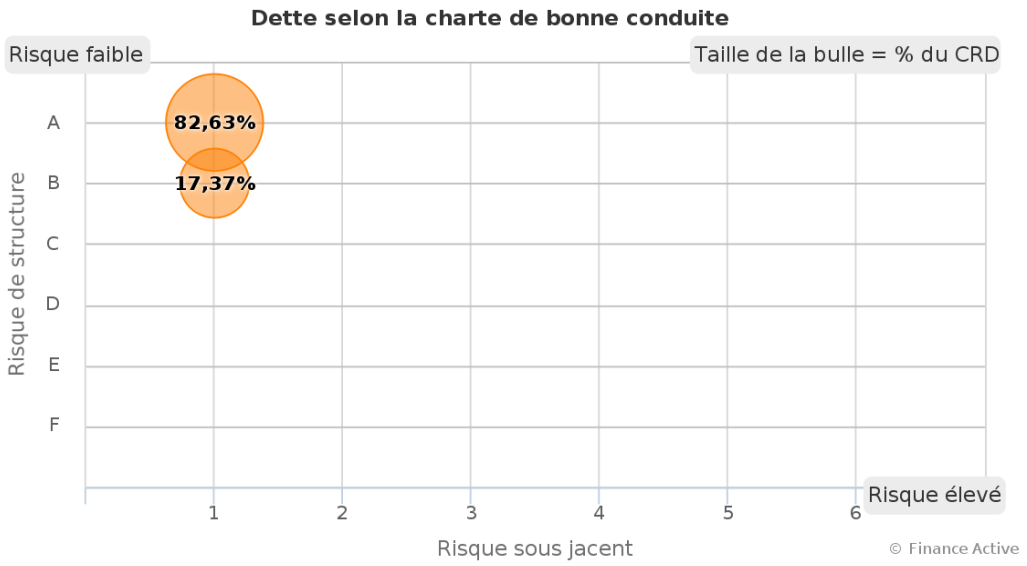
Le taux moyen de la dette s'établit à 3,34 % et sa durée de vie résiduelle est de 14 ans et 7 mois.



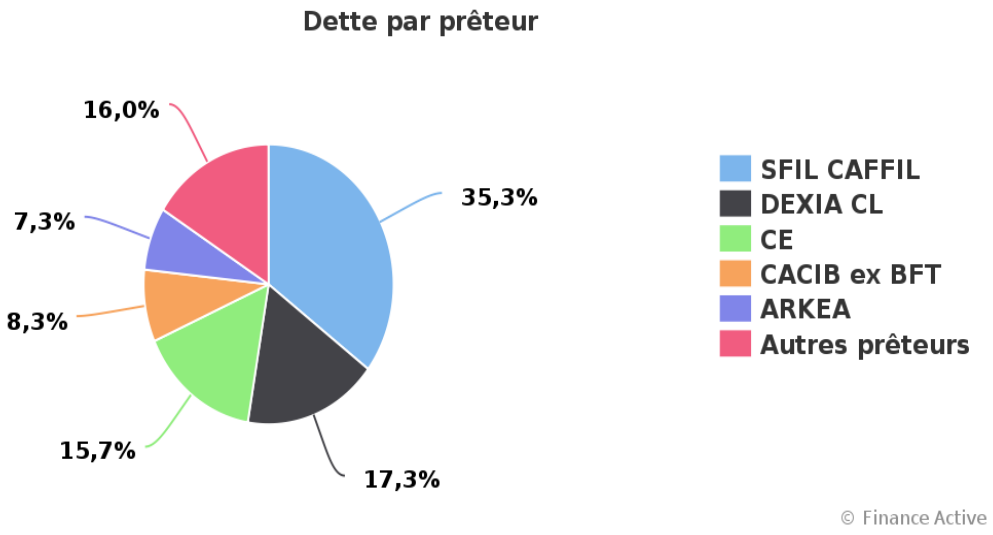
La dette est composée à 15,4 % de prêts à taux variable et de 84,6 % de prêts à taux fixe (dont 17,4 % de taux fixes structurés). Il s'agit de prêts qui restent à un taux fixe tant qu'une condition préalablement définie dans le contrat n'est pas remplie. En l'occurrence, aucune des « barrières » n'ayant été franchies pour le moment, ces emprunts (dont liste la est présentée ci-après) demeurent à taux fixe.

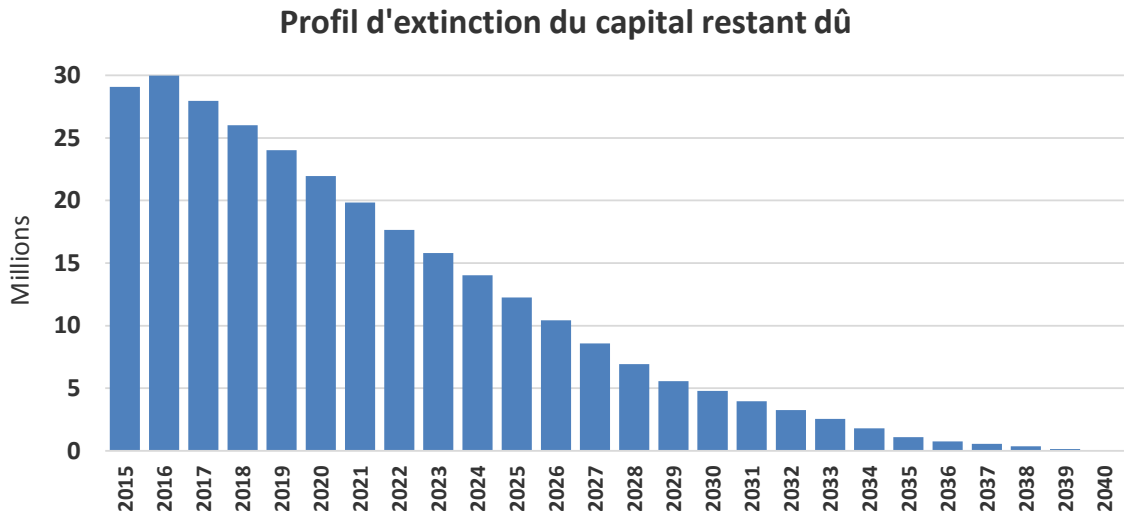
Budget	Référence	Prêteur	CRD	Durée résiduelle	Taux	Index structuré			Risque de taux	CBC
						Année début	Année fin	Expression		
Assainissement 71,67 % et Ville 28,33 %	0198085	SFIL CAFFIL	1 894 409,70 €	11,94	5,38%	2002	2028	Taux fixe 5.38% à barrière 6% sur Euribor 03 M (Marge de 0.13%)	Barrière	1B
Assainissement	193527	DEXIA CL	1 909 525,46 €	11,44	4,90%	2002	2027	Taux fixe 4.9% à barrière 6% sur Euribor 03 M (Marge de 0.13%)	Barrière	1B
Ville	214382	SFIL CAFFIL	1 368 763,99 €	17,94	4,30%	2003	2034	Taux fixe 4.3% à barrière 5.88% sur Euribor 12 M(Postfixé) (Marge de 0.12%)	Barrière	1B
total	**total**		**5 172 699,15 €**							

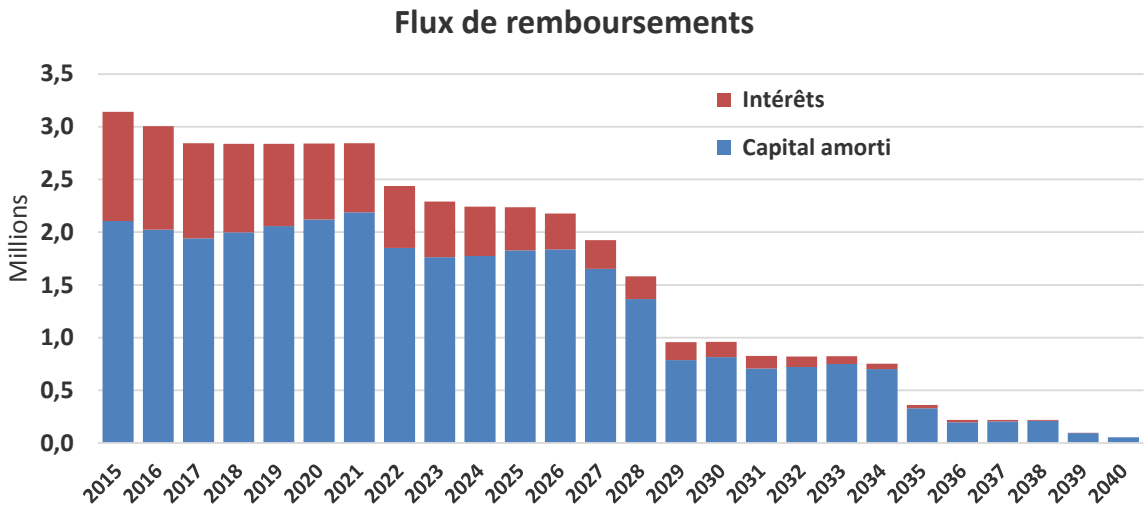
Selon la charte Gissler de bonne conduite, le risque de l'encours de la dette de la commune est considéré comme étant faible.



Historiquement, la commune a beaucoup emprunté auprès de Dexia, ce qui explique le fort pourcentage d'encours auprès de la SFIL (société de financement local) qui a repris une bonne partie des prêts autrefois gérés par cette banque. Par ailleurs, le prêt de 4,5 M€ contracté auprès de La Banque Postale en 2014 a également été transféré à la SFIL.




Profil d'extinction du capital restant dû
Millions
30
25
20
15
10
5
0
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
2026
2027
2028
2029
2030
2031
2032
2033
2034
2035
2036
2037
2038
2039
2040


Flux de remboursements
Millions
3,5
3,0
2,5
2,0
1,5
1,0
0,5
0,0
Intérêts
Capital amorti
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
2026
2027
2028
2029
2030
2031
2032
2033
2034
2035
2036
2037
2038
2039
2040

4- LES GRANDES ORIENTATIONS 2016 DU BUDGET PRINCIPAL

4-1 L'évolution des principales recettes

Comme le précédent, le budget primitif 2016 sera construit sur la maîtrise de l'effort fiscal puisqu'il est proposé de maintenir les taux de fiscalité directe au même niveau qu'en 2015.

La taxe d'habitation

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	*estimation 2016*
BASES	**26 910 090 €**	**27 722 635 €**	**28 454 027 €**	**29 009 795 €**	**29 355 494 €**	**30 599 908 €**	***30 905 907 €***
Revalorisation forfaitaire	1,20%	2,00%	1,80%	1,80%	0,90%	0,90%	*1,00%*
Variation physique des bases	0,87%	1,02%	0,84%	0,15%	0,29%	3,34%	*0,00%*
Variation des bases (en %)	**2,07%**	**3,02%**	**2,64%**	**1,95%**	**1,19%**	**4,24%**	***1,00%***
Taux TH	**18,23%**	**28,98%**	**28,98%**	**18,40%**	**18,40%**	**18,40%**	***18,40%***
Variation du taux	7,37%	réforme	0,00%	CCCE	0,00%	0,00%	*0,00%*
PRODUIT	**4 906 093 €**	**8 034 020 €**	**8 245 977 €**	**5 337 802 €**	**5 401 411 €**	**5 630 383 €**	***5 686 687 €***
Variation du produit (en %)	9,59%	63,76%	2,64%	-35,27%	1,19%	4,24%	*1,00%*
Variation du produit	429 292 €	3 127 926 €	211 957 €	- 2 908 175 €	63 609 €	228 972 €	*56 304 €*

L'évaluation des bases de 2016 est réalisée en prenant notamment en compte la variation forfaitaire des valeurs locatives fixée à 1 % en loi de finances pour 2016 et avec le maintien du taux à 18,40%.

La taxe foncière sur les propriétés bâties

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	*estimation 2016*
BASES	**17 858 552 €**	**18 361 214 €**	**18 730 588 €**	**19 365 006 €**	**19 780 449 €**	**20 139 237 €**	***20 521 883 €***
Revalorisation forfaitaire	1,20%	2,00%	1,80%	1,80%	0,90%	0,90%	*1,00%*
Variation physique des bases	1,56%	0,81%	0,21%	1,59%	1,25%	0,91%	*0,90%*
Variation des bases (en %)	**2,76%**	**2,81%**	**2,01%**	**3,39%**	**2,15%**	**1,81%**	***1,90%***
Taux FB	**31,35%**	**31,35%**	**31,35%**	**31,64%**	**31,64%**	**31,64%**	***31,64%***
Variation du taux	7,36%	0,00%	0,00%	0,93%	0,00%	0,00%	*0,00%*
PRODUIT	**5 598 656 €**	**5 756 241 €**	**5 872 039 €**	**6 127 088 €**	**6 258 534 €**	**6 372 055 €**	***6 493 124 €***
Variation du produit (en %)	10,33%	2,81%	2,01%	4,34%	2,15%	1,81%	*1,90%*
Variation du produit	524 002 €	157 585 €	115 799 €	255 049 €	131 446 €	113 521 €	*121 069 €*

L'évaluation des bases de 2016 est réalisée à partir de la variation forfaitaire des valeurs locatives fixée à 1 % en loi de finances pour 2016 et d'une estimation d'évolution de l'assiette de 0,9 %.
Le taux est maintenu à 31,64%.

L'attribution de compensation versée par la CCCE

Le niveau de l'attribution de compensation a été fixé fin 2013 à hauteur de 5 349 964.50 €. Ce montant est figé dès lors que la collectivité ne transfère pas d'autres compétences.

Malgré le transfert de la compétence de la collecte des ordures ménagères en 2015,

l'attribution de compensation n'a pas été réévaluée et son montant restera identique en 2016.

Autres recettes fiscales

Après plusieurs années de baisse, le prélèvement sur le produit des jeux a fortement progressé en 2015 pour atteindre 1,36 M€ contre 1,14 M€ en 2014. Par prudence, la prévision 2016 s'établit à ce jour à 1,25 M€.

Compte-tenu de l'évolution du marché immobilier, les droits de mutation ne devraient pas dépasser les 1,1 M€ en 2016.

Les autres taxes (droits de place et de stationnement, taxe de séjour et taxe sur l'électricité) devraient générer un produit en légère progression par rapport à 2015.

La dotation globale de fonctionnement

La baisse des concours financiers de l'Etat aux collectivités aura un impact significatif sur les recettes de la ville. En combinant les effets de cette baisse et les mécanismes de répartition propres à la DGF, celle-ci devrait diminuer d'environ 550 000 € en 2016.

Quant aux dotations de compensations fiscales, elles devraient baisser d'au moins 14 % en 2016, soit une perte de recettes de 62 000 €.

Il résulte de ces premières évaluations (fondées sur les informations dont nous disposons fin janvier) et de l'estimation des autres ressources que les **recettes réelles de fonctionnement** devraient se situer aux environs de **27,5 M€, soit une baisse de près d'1 M€ (- 3,5 %).**

4-2 L'évolution des dépenses de fonctionnement

Face à un tel repli des recettes, la commune est dans l'obligation de mener une action forte sur ses dépenses de fonctionnement afin de garantir un minimum de niveau d'autofinancement des investissements.

Il apparait en effet indispensable de maintenir une épargne brute d'au moins 1,5 M€ permettant, d'une part, d'équilibrer la section de fonctionnement en couvrant le montant des dotations aux amortissements, d'autre part, de couvrir le remboursement du capital de la dette (1,4 M€).

Afin d'atteindre cet objectif, les dépenses réelles de fonctionnement devront diminuer de manière substantielle avec l'objectif ambitieux de réaliser 2,5 M€ d'économies. Ainsi, les **dépenses réelles de fonctionnement** devraient se situer à environ **26 M€.**

Pour ce faire, des efforts conséquents sont engagés pour diminuer les dépenses à caractère général en recherchant des économies partout où cela est possible et des arbitrages difficiles doivent être opérés.

Les charges de personnel connaitront une évolution limitée au glissement vieillesse technicité (avancements à l'ancienneté, concours…) et aux modifications réglementaires qui s'imposent à la commune.

4-3 Les dépenses d'investissement

A ce stade de l'élaboration du budget 2016, un certain nombre de projets d'investissement sont envisagés :

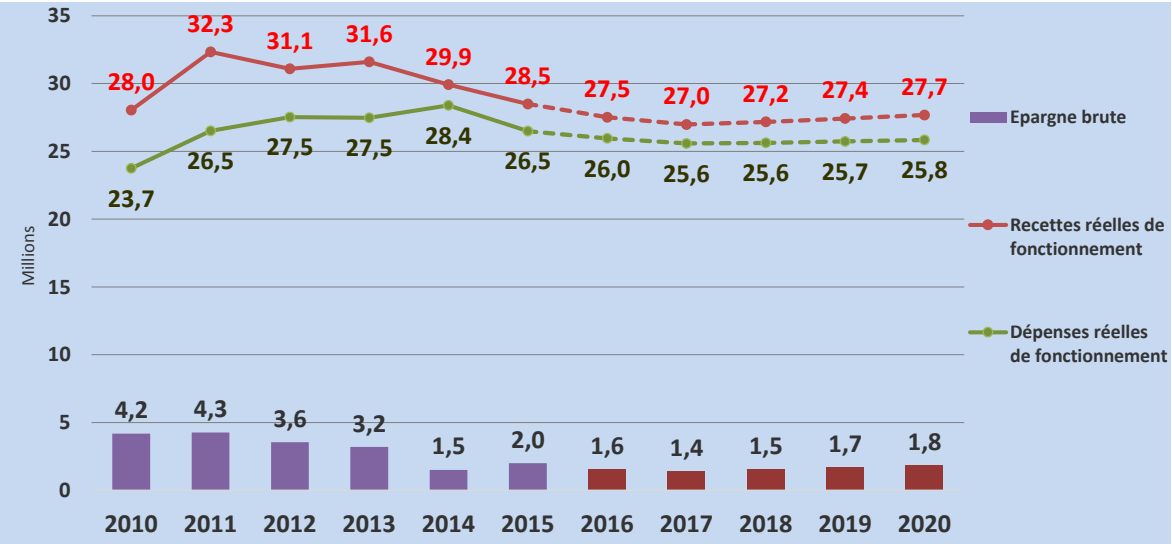
- toiture du Palais des Arts et du Festival : 624 000 €
- accessibilité du Balnéum : 165 000 €
- voirie : 500 000 € à 1 000 000 €
- entretien et rénovation de l'éclairage public : 450 000 €
- subvention d'équipement pour les travaux de construction et de rénovation des bâtiments du Campus Sport Bretagne : 180 000 € de crédits nouveaux + 344 000 € de reports 2015
- PLU : 141 000 €
- Wishbone club : 185 000 €
- toiture de l'école Debussy : 60 000 €
- études, acquisition de logiciels (billetterie, restauration, gestion du patrimoine, prévisions budgétaires des ressources humaines, changement de version du logiciel financier…)

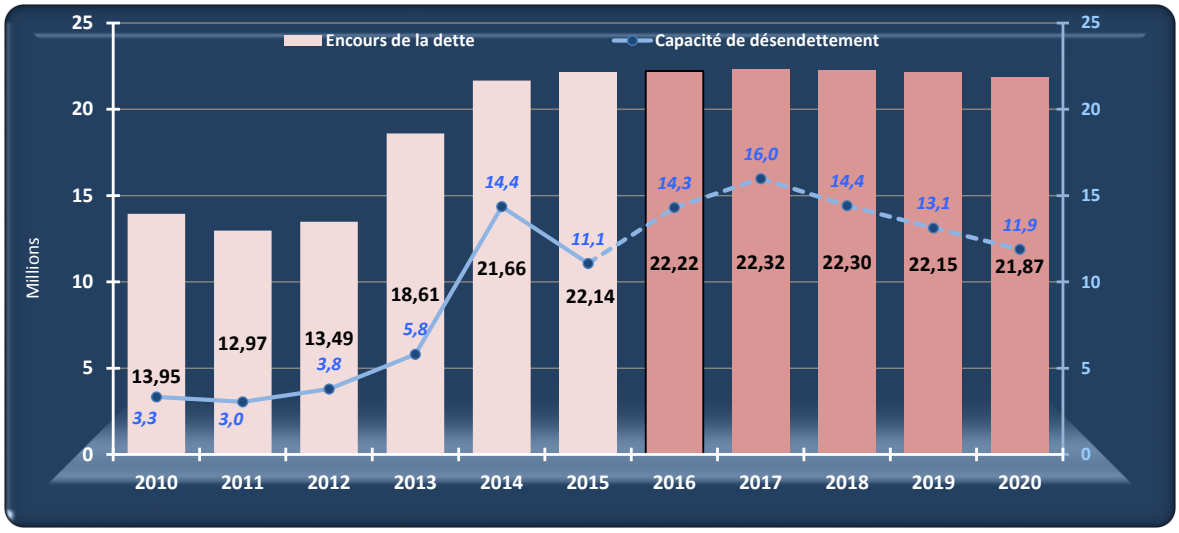
Il convient toutefois de préciser que l'inscription des crédits nécessaires à la réalisation de ces investissements est conditionnée par la finalisation des arbitrages relatifs à la section de fonctionnement.

5- LA PROSPECTIVE FINANCIERE DU BUDGET PRINCIPAL

Hypothèses d'élaboration de la prospective :
- nouvelle baisse des dotations de 0,5 M€ en 2016 et 2017
- prise en compte de l'impact de la réforme de la DGF à compter de 2017
- taux de fiscalité directe stables sur toute la période et évolution moyenne des bases de 1,8 % (incluant la majoration forfaitaire annuelle)
- efforts conséquents engagés sur les économies de fonctionnement en 2016 et 2017 avec la volonté d'afficher une épargne nette positive sur toute la période
- stabilisation de la masse salariale
- maintien de l'endettement à son niveau de 2015

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	*2016*	*2017*	*2018*	*2019*	*2020*
Fiscalité	19 013	21 953	21 771	22 616	22 735	21 240	*21 444*	*21 703*	*21 947*	*22 197*	*22 450*
Dotations	6 391	6 410	6 240	5 252	4 905	4 401	*3 670*	*2 763*	*2 712*	*2 666*	*2 624*
Produits des services et de gestion	2 155	2 084	2 408	2 217	2 016	2 693	*2 270*	*2 315*	*2 362*	*2 409*	*2 457*
Autres recettes	482	1 891	662	1 511	261	160	*131*	*201*	*151*	*151*	*151*
Recettes réelles de fonctionnement	**28 041**	**32 339**	**31 082**	**31 596**	**29 917**	**28 493**	***27 515***	***26 982***	***27 172***	***27 422***	***27 682***
Charges à caractère général	6 485	6 455	6 842	6 621	6 019	5 440	*5 000*	*4 600*	*4 600*	*4 600*	*4 600*
Charges de personnel	12 906	13 171	13 539	13 932	14 033	14 311	*14 597*	*14 743*	*14 890*	*15 039*	*15 190*
Atténuations de produits	0	2 392	2 514	2 457	2 480	2 539	*2 555*	*2 555*	*2 555*	*2 555*	*2 555*
Charges de transfert (65)	3 482	3 824	3 889	3 874	4 993	3 392	*3 054*	*2 951*	*2 853*	*2 824*	*2 796*
Frais financiers	634	583	532	572	730	732	*741*	*722*	*712*	*701*	*687*
Autres dépenses	241	90	211	14	142	78	*15*	*15*	*15*	*15*	*15*
Dépenses réelles de fonctionnement	**23 748**	**26 515**	**27 526**	**27 470**	**28 398**	**26 492**	***25 962***	***25 586***	***25 625***	***25 734***	***25 843***
Epargne brute	**4 173**	**4 256**	**3 555**	**3 203**	**1 509**	**1 999**	***1 553***	***1 397***	***1 547***	***1 688***	***1 840***
Remboursement capital dette	1 245	1 043	1 051	2 328	1 450	1 524	*1 417*	*1 394*	*1 520*	*1 650*	*1 784*
Epargne nette	**2 928**	**3 214**	**2 504**	**875**	**58**	**475**	***137***	***3***	***27***	***38***	***55***
Ressources propres d'investissement	2 082	1 555	1 838	1 779	2 579	1 555	*1 099*	*1 016*	*1 019*	*1 022*	*1 103*
Emprunt	**0**	**0**	**0**	**6 200**	**4 500**	**2 000**	***1 500***	***1 500***	***1 500***	***1 500***	***1 500***
Dépenses réelles d'équipement	**3 844**	**4 685**	**5 955**	**11 774**	**4 669**	**3 053**	***2 500***	***2 500***	***2 500***	***3 000***	***3 000***
Encours de la dette	**13 947**	**12 969**	**13 486**	**18 607**	**21 659**	**22 135**	***22 218***	***22 324***	***22 304***	***22 154***	***21 870***
Capacité de désendettement	**3,3**	**3,0**	**3,8**	**5,8**	**14,4**	**11,1**	***14,3***	***16,0***	***14,4***	***13,1***	***11,9***
Fonds de roulement	-2 784	-1 132	-2 744	-4 740	-2 262	-1 283	*-1 047*	*-1 029*	*-983*	*-1 423*	*-1 765*


35
30
25
20
15
10
5
0
Millions
28,0
32,3
31,1
31,6
29,9
28,5
27,5
27,0
27,2
27,4
27,7
23,7
26,5
27,5
27,5
28,4
26,5
26,0
25,6
25,6
25,7
25,8
4,2
4,3
3,6
3,2
1,5
2,0
1,6
1,4
1,5
1,7
1,8
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
Epargne brute
Recettes réelles de fonctionnement
Dépenses réelles de fonctionnement


Encours de la dette
Capacité de désendettement
Millions
25
20
15
10
5
0
13,95
12,97
13,49
18,61
21,66
22,14
22,22
22,32
22,30
22,15
21,87
3,3
3,0
3,8
5,8
14,4
11,1
14,3
16,0
14,4
13,1
11,9
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020

6- LES GRANDES ORIENTATIONS 2016 DES BUDGETS ANNEXES ET AUTONOMES

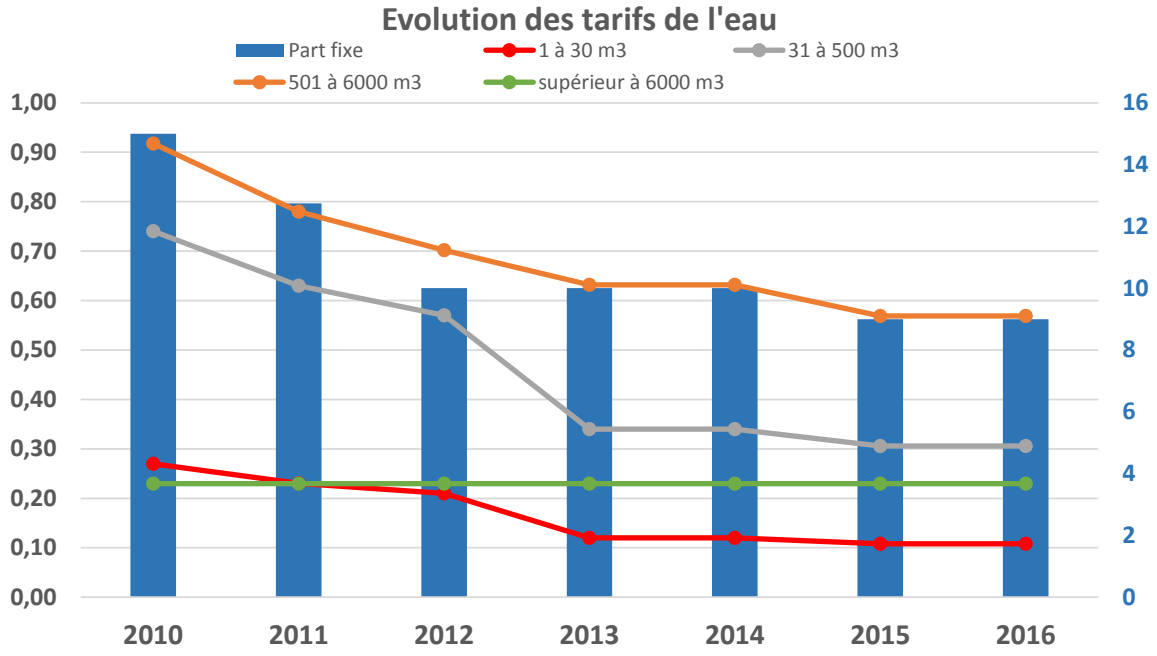
6-1 Le budget annexe de l'eau

(en milliers d'euros)	2010	2011	2012	2013	2014	*2015 provisoire*	évol° 2015 /2014	évol° annuelle moy. 2010 /2015
Section de fonctionnement								
Recettes								
aténuations de charges	4,47							
produits des services	764,39	577,90	551,54	213,08	536,15	*580,57*	8,3%	-5,4%
produits financiers	8,77	8,67						
produits exceptionnelles	11,63	14,74	116,00					
reprise provisions					479,76			
Recettes réelles de fonctionnement	**789,25**	**601,30**	**667,54**	**213,08**	**1 015,91**	***580,57***	**-42,9%**	**-6,0%**
recettes d'ordre								
excédent antérieur reporté	4 154,47	3 062,22	3 249,55	1 702,03	1 322,81	*1 726,29*	30,5%	-16,1%
Total recettes de fonctionnement	**4 943,73**	**3 663,52**	**3 917,09**	**1 915,11**	**2 338,72**	***2 306,85***	**-1,4%**	**-14,1%**
Dépenses								
charges à caractère général	14,84	17,81	340,15	347,02	348,64	*315,88*	-9,4%	84,3%
charges de personnel	35,47	30,54	35,31	34,90	39,76	*9,45*	-76,2%	-23,3%
charges financières	247,27	190,24						
dotations provisions								
Dépenses réelles de fonctionnement	**297,58**	**238,58**	**375,46**	**381,92**	**388,41**	***325,32***	**-16,2%**	**1,8%**
dépenses d'ordre	149,10	175,39	190,50	210,38	224,03	*219,24*	-2,1%	8,0%
déficit antérieur reporté								
Total dépenses de fonctionnement	**446,68**	**413,97**	**565,96**	**592,30**	**612,44**	***544,56***	**-11,1%**	**4,0%**
Section d'investissement								
Recettes								
subventions								
emprunts								
autres recettes d'investissement	280,94	147,41	162,86	101,49	72,58	*108,07*	48,9%	-17,4%
immobilisations financières	280,94	147,41	162,86	101,49	72,58	*108,07*	48,9%	-17,4%
Recettes réelles d'investissement	**561,89**	**294,83**	**325,72**	**202,99**	**145,16**	***216,14***		
Recettes d'ordre	149,10	175,39	190,50	210,38	224,03	*219,24*	-2,1%	8,0%
Excédent antérieur reporté ou affecté	873,07	1 434,83	410,93	1 649,10	1 101,58	*959,91*	-12,9%	1,9%
Total recettes d'investissement	**1 584,05**	**1 905,05**	**927,15**	**2 062,46**	**1 470,77**	***1 395,28***	**-5,1%**	**-2,5%**
Dépenses								
remboursement capital dette	23,61	8,54						
dépenses d'équipement (20/21/23)	1 714,33	903,33	993,78	629,91	438,28	*648,42*	47,9%	-17,7%
immobilisations financières	280,94	147,41	162,86	101,49	72,58	*108,07*	48,9%	-17,4%
Dépenses réelles d'investissement	**2 018,88**	**1 059,28**	**1 156,64**	**731,40**	**510,87**	***756,49***	**48,1%**	**-17,8%**
dépenses d'ordre								
déficit antérieur reporté		434,83		229,48				
Total dépenses d'investissement	**2 018,88**	**1 494,12**	**1 156,64**	**960,89**	**510,87**	***756,49***	**48,1%**	**-17,8%**
Soldes financiers								
Epargne brute	**491,67**	**362,72**	**292,08**	**-168,84**	**627,51**	***255,25***	**-59,3%**	**-12,3%**
Epargne nette	**468,06**	**354,18**	**292,08**	**-168,84**	**627,51**	***255,25***	**-59,3%**	**-11,4%**
Résultat de l'exercice	**4 062,22**	**3 660,48**	**3 121,64**	**2 424,39**	**2 686,19**	***2 401,09***	**-10,6%**	**-10,0%**
Encours de la dette	**8,54**							
Capacité de désendettement (en années)	**0,02**							

Le budget de l'eau se trouve dans une situation financière confortable en raison des excédents antérieurs reportés qui demeurent conséquents.

Ces excédents ont permis de continuer à investir sans avoir recours à l'emprunt, ce budget n'étant pas du tout endetté.

Les baisses successives des tarifs de l'eau depuis 2011 ont contribué à faire diminuer les excédents dégagés par ce budget mais n'ont pas entamé de manière significative sa santé financière.



En 2016, les tarifs resteront stables et permettront de dégager suffisamment de ressources pour financer les investissements envisagés.

La seule inquiétude concerne la « surtaxe » de vente en gros décidée par le Syndicat d'Eau du Pays de Saint-Malo et reversée à ce dernier. Ce tarif va en effet passer de 0,178 € / m^3 en 2015 à 0,228 € / m^3 en 2016, soit une augmentation de près de 28 % en un an.

Cette décision devrait entrainer une hausse des dépenses d'environ 50 000 € par an.

6-2 Le budget annexe de l'assainissement

(en milliers d'euros)	2010	2011	2012	2013	2014	*2015 provisoire*	évol° 2015 /2014	évol° annuelle moy. 2010 /2015
Section de fonctionnement								
Recettes								
aténuations de charges	13,04	15,48	20,64	13,23	23,12	*19,46*	-15,8%	8,3%
produits des services	1 000,97	942,79	712,60	459,44	1 130,72	*779,92*	-31,0%	-4,9%
dotations, subventions, participations								
produits exceptionnelles	4,68	2,80	0,00	0,00	13,84	*0,00*	-100,0%	-100,0%
reprise provisions						*160,00*		
Recettes réelles de fonctionnement	**1 018,68**	**961,07**	**733,24**	**472,67**	**1 167,68**	***959,37***	**-17,8%**	**-1,2%**
recettes d'ordre	28,69	28,78	90,48	96,26	96,27	*105,59*	9,7%	29,8%
excédent antérieur reporté	2 295,69	536,64	526,85	252,84	0,00	*25,83*		
Total recettes de fonctionnement	**3 343,06**	**1 526,49**	**1 350,56**	**821,77**	**1 263,95**	***1 090,79***	**-13,7%**	**-20,1%**
Dépenses								
charges à caractère général	62,70	77,67	62,83	93,85	61,43	*83,77*	36,4%	6,0%
charges de personnel	47,91	47,17	52,75	53,60	19,75	*20,41*	3,3%	-15,7%
autres charges de gestion courante								
charges financières	361,00	325,40	309,61	291,85	273,75	*288,09*	5,2%	-4,4%
charges exceptionnelles		0,16				*180,00*		
dotations provisions			100,00	60,00				
Dépenses réelles de fonctionnement	**471,61**	**450,40**	**525,19**	**499,30**	**354,93**	***572,27***	**61,2%**	**3,9%**
dépenses d'ordre	544,08	549,24	572,52	602,99	602,66	*611,44*	1,5%	2,4%
déficit antérieur reporté					280,52			
Total dépenses de fonctionnement	**1 015,69**	**999,64**	**1 097,72**	**1 102,29**	**1 238,11**	***1 183,71***	**-4,4%**	**3,1%**
Section d'investissement								
Recettes								
subventions	4,77	2,29	209,99	0,51				
emprunts						*1 000,00*		
autres recettes d'investissement	61,76	176,25	216,46	42,92	49,32	*186,87*		
immobilisations financières	61,76	176,25	216,46	42,92	49,32	*186,87*		
Recettes réelles d'investissement	**128,29**	**354,79**	**642,91**	**86,34**	**98,64**	***1 373,74***		
Recettes d'ordre	544,08	549,24	572,52	602,99	602,66	*611,44*	1,5%	2,4%
Excédent antérieur reporté ou affecté	2 081,47	3 385,78	2 322,00	1 156,82	882,00	*364,38*		
Total recettes d'investissement	**2 753,83**	**4 289,81**	**3 537,43**	**1 846,15**	**1 583,30**	***2 349,56***	**48,4%**	**-3,1%**
Dépenses								
remboursement capital dette	691,24	685,59	701,83	519,99	730,45	*500,43*	-31,5%	-6,3%
dépenses d'équipement (20/21/23)	377,11	1 077,19	1 371,86	304,99	342,88	*1 271,52*		
immobilisations financières	61,76	176,25	216,46	42,92	49,32	*186,87*		
Dépenses réelles d'investissement	**1 130,11**	**1 939,04**	**2 290,14**	**867,89**	**1 122,65**	***1 958,83***	**74,5%**	**11,6%**
dépenses d'ordre	28,69	28,78	90,48	96,26	96,27	*105,59*	9,7%	29,8%
déficit antérieur reporté								
Total dépenses d'investissement	**1 158,79**	**1 967,82**	**2 380,62**	**964,15**	**1 218,93**	***2 064,41***	**69,4%**	**12,2%**
Soldes financiers								
Epargne brute	**547,07**	**510,67**	**208,05**	**-26,63**	**812,75**	***387,10***	**-52,4%**	**-6,7%**
Epargne nette	**-144,17**	**-174,92**	**-493,78**	**-546,62**	**82,29**	***-113,33***	**-237,7%**	**-4,7%**
Résultat de l'exercice	**3 922,41**	**2 848,85**	**1 409,66**	**601,48**	**390,21**	***192,23***	**-50,7%**	**-45,3%**
Encours de la dette	**9 182,14**	**8 496,55**	**7 794,72**	**7 274,73**	**6 544,28**	***7 043,85***	**7,6%**	**-5,2%**
Capacité de désendettement (en années)	**16,78**	**16,64**	**37,47**	**n.s.**	**8,05**	***18,20***		

Le budget de l'assainissement se trouve dans une situation financière difficile.

Il souffre en effet d'une insuffisance chronique d'épargne nette, cet indicateur ayant été négatif chaque année depuis 6 ans à l'exception notable de 2014. Cet exercice est particulier dans la mesure où le troisième acompte d'affermage de l'exercice 2013 n'a pas fait l'objet de rattachement à l'exercice 2013 et a été entièrement perçu sur 2014.

Malgré une hausse des tarifs de 3,2 %, le produit de la redevance estimé à 775 000 € en 2015 ne suffit pas à couvrir les charges financières et les dotations aux amortissements.

C'est pourquoi a été décidé une nouvelle augmentation des tarifs de 5 % en 2016.

Afin de financer des dépenses d'investissement de 1,27 M€ en 2015 (dont 0,52 M€ au titre du solde de la station d'épuration dans le cadre du protocole d'accord mettant fin au contentieux vieux de 10 ans), un emprunt d'1 M€ a été contracté sur une durée de 25 ans.

Le budget 2016 sera tout juste équilibré et de nouvelles hausses de tarifs ainsi que le recours à l'emprunt seront inévitables dans les années à venir, compte-tenu des importants travaux de remise en état du réseau d'assainissement qui sont à prévoir.

6-3 Le budget annexe du port

(en milliers d'euros)	2010	2011	2012	2013	2014	*2015 provisoire*	évol° 2015 /2014	évol° annuelle moy. 2010 /2015
Section de fonctionnement								
Recettes								
aténuations de charges	0,25							
produits des services	655,62	701,49	686,32	697,19	730,76	*719,86*	-1,5%	1,9%
autres produits de gestion courante	17,74	22,10	16,32	0,17	31,00	*17,83*	-42,5%	0,1%
produits exceptionnelles	7,12	3,54	0,02	3,09	0,01	*1,44*		
reprise provisions					228,43			
Recettes réelles de fonctionnement	**680,74**	**727,12**	**702,65**	**700,45**	**990,20**	***739,14***	**-25,4%**	**1,7%**
recettes d'ordre	29,44							
excédent antérieur reporté	168,63	80,00	148,20	102,13				
Total recettes de fonctionnement	**878,81**	**807,12**	**850,85**	**802,58**	**990,20**	***739,14***	**-25,4%**	**-3,4%**
Dépenses								
charges à caractère général	314,41	275,95	285,79	380,22	276,82	*369,41*	33,4%	3,3%
charges de personnel	261,39	261,45	277,05	267,04	230,64	*223,09*	-3,3%	-3,1%
autres charges de gestion courante	1,42	1,12		0,00				
charges financières	3,07	17,78	16,07	19,45	27,34	*25,11*	-8,2%	52,3%
charges exceptionnelles	2,08	0,32	0,30			*0,03*		
dotations provisions								
Dépenses réelles de fonctionnement	**582,36**	**556,61**	**579,21**	**666,70**	**534,80**	***617,63***	**15,5%**	**1,2%**
dépenses d'ordre	90,62	102,31	169,52	174,71	128,25	*102,97*	-19,7%	2,6%
déficit antérieur reporté					38,83			
Total dépenses de fonctionnement	**672,98**	**658,92**	**748,72**	**841,41**	**701,88**	***720,60***	**2,7%**	**1,4%**
Section d'investissement								
Recettes								
subventions								
emprunts	650,00			400,00				
autres recettes d'investissement				0,57				
Recettes réelles d'investissement	**650,00**	**0,00**	**0,00**	**400,57**	**0,00**	***0,00***		
Recettes d'ordre	90,62	102,31	169,52	174,71	128,25	*102,97*	-19,7%	2,6%
Excédent antérieur reporté ou affecté	100,00	514,06				*288,32*		
Total recettes d'investissement	**840,62**	**616,37**	**169,52**	**575,28**	**128,25**	***391,29***	**205,1%**	**-14,2%**
Dépenses								
remboursement capital dette	37,99	74,52	54,73	63,00	84,64	*81,32*	-3,9%	16,4%
dépenses d'équipement (20/21/23)	76,68	813,88	506,69	163,23	50,88	*5,41*	-89,4%	-41,2%
Dépenses réelles d'investissement	**114,67**	**888,40**	**561,42**	**226,22**	**135,52**	***86,73***	**-36,0%**	**-5,4%**
dépenses d'ordre	29,44							
déficit antérieur reporté	308,28		272,03	663,93	314,88	*322,15*		
Total dépenses d'investissement	**452,39**	**888,40**	**833,45**	**890,16**	**450,40**	***408,87***	**-9,2%**	**-2,0%**
Soldes financiers								
Epargne brute	**98,38**	**170,51**	**123,45**	**33,75**	**455,40**	***121,51***	**-73,3%**	**4,3%**
Epargne nette	**60,39**	**95,99**	**68,72**	**-29,25**	**370,76**	***40,19***	**-89,2%**	**-7,8%**
Résultat de l'exercice	**594,06**	**-123,83**	**-561,80**	**-353,71**	**-33,83**	***0,96***	**-102,8%**	**-72,4%**
Encours de la dette	**758,83**	**684,31**	**629,58**	**966,58**	**881,94**	***800,63***	**-9,2%**	**1,1%**
Capacité de désendettement (en années)	**7,71**	**4,01**	**5,10**	**28,64**	**1,94**	***6,59***		

Après plusieurs années de résultat global de clôture négatif, le budget du port devrait tout juste retrouver l'équilibre en 2015.

Ce redressement des comptes s'est opéré par la reprise de provisions anciennes en 2014 et par les efforts réalisés sur les charges de personnel avec un moindre recours aux saisonniers.

Il n'en reste pas moins que la situation financière du port reste fragile, d'où la nécessité d'augmenter régulièrement les tarifs (+ 2,5 % en 2016) dans la mesure où la plupart des charges sont incompressibles.

Par ailleurs, ce budget est pénalisé par le fait qu'il est assujetti à l'impôt sur les sociétés au taux normal de 33 % et qu'il devrait subir en 2016 les effets du nouveau calcul des valeurs locatives spécifique aux ports de plaisance (surcoût estimé entre 10 et 12 000 € par an).

Enfin, les travaux du désenvasement du port envisagés dans les prochaines années ne pourront être financés qu'à condition qu'ils puissent être réalisés en investissement (conformément à la délibération du 22 juin 2015), ce qui permettra d'avoir recours à l'emprunt.

Cependant, pour être en capacité de rembourser ces emprunts, il faudra inévitablement que les ressources du port soient plus dynamiques, ce qui implique de nouveaux ajustements des tarifs.

6-4 Le budget annexe du festival du film britannique

(en milliers d'euros)	2010	2011	2012	2013	2014	*2015 provisoire*	évol° 2015 /2014	évol° annuelle moy. 2010 /2015
Section de fonctionnement								
Recettes								
produits des services	108,12	178,66	155,05	174,72	132,99	*124,31*	-6,5%	2,8%
dotations, subventions, participations	278,06	302,62	316,73	276,04	299,00	*289,46*	-3,2%	0,8%
autres produits de gestion courante	0,23	0,15	0,12	6,00	0,25	*0,12*	-51,8%	-12,2%
produits exceptionnelles	123,63	118,50	135,42	140,03	158,49	*126,67*	-20,1%	0,5%
Recettes réelles de fonctionnement	**510,04**	**599,93**	**607,31**	**596,79**	**590,73**	***540,56***	**-8,5%**	**1,2%**
excédent antérieur reporté								
Total recettes de fonctionnement	**510,04**	**599,93**	**607,31**	**596,79**	**590,73**	***540,56***	**-8,5%**	**1,2%**
Dépenses								
charges à caractère général	413,78	519,98	538,08	507,12	495,72	*488,16*	-1,5%	3,4%
charges de personnel	89,27	80,37	77,50	69,69	88,54	*91,23*	3,0%	0,4%
autres charges de gestion courante	0,61	1,05	1,14	0,00	0,11			
charges exceptionnelles	0,02	15,00		0,02	0,10			
Dépenses réelles de fonctionnement	**503,68**	**616,41**	**616,72**	**576,83**	**584,47**	***579,39***	**-0,9%**	**2,8%**
déficit antérieur reporté	20,21	13,85	30,33	39,73	19,78	*13,52*	-31,7%	-7,7%
Total dépenses de fonctionnement	**523,89**	**630,26**	**647,05**	**616,57**	**604,25**	***592,91***	**-1,9%**	**2,5%**
Soldes financiers								
Epargne brute	**6,36**	**-16,48**	**-9,40**	**19,95**	**6,26**	***-38,84***		
Résultat de l'exercice	**-13,85**	**-30,33**	**-39,73**	**-19,78**	**-13,52**	**-52,35**		

Le budget du festival du film britannique se caractérise par le fait qu'il n'a pas de section d'investissement. Il est structurellement déficitaire dans la mesure où les ressources propres provenant de la billetterie et des différents partenaires couvrent en moyenne les deux tiers des dépenses.

La différence doit donc être comblée par une subvention d'équilibre versée par le budget principal de la commune qui s'établit à 200 000 € depuis 2013 (210 000 € en moyenne sur la période 2010-2015).

Le déficit s'est particulièrement creusé en 2015 en raison de la perte de partenaires importants et du surcoût généré par le recours à une structure temporaire de projection suite à l'impossibilité d'utiliser la salle du palais des arts.

Des recherches actives sont en cours pour trouver de nouveaux partenaires, le budget de la commune ne pouvant plus supporter un tel niveau de subventionnement dans le contexte financier difficile qui est le sien.

6-5 Le budget autonome du camping

(en milliers d'euros)	2010	2011	2012	2013	2014	*2015 provisoire*	évol° 2015 /2014	évol° annuelle moy. 2010 /2015
Section de fonctionnement								
Recettes								
aténuations de charges		1,09	0,05					
produits des services	577,32	556,77	554,58	580,30	602,21	*624,24*	3,7%	1,6%
autres produits de gestion courante	25,39	24,80	24,31	25,56	26,31	*27,70*	5,3%	1,8%
produits exceptionnelles	15,90	1,68	8,09	2,33	36,50	*2,32*	-93,6%	-32,0%
reprise provisions								
Recettes réelles de fonctionnement	**618,61**	**584,34**	**587,02**	**608,19**	**665,02**	***654,27***	**-1,6%**	**1,1%**
recettes d'ordre	164,75							
excédent antérieur reporté	117,72	93,44	244,61	400,66	560,24	*748,41*	33,6%	44,8%
Total recettes de fonctionnement	**901,08**	**677,77**	**831,63**	**1 008,86**	**1 225,26**	***1 402,67***	**14,5%**	**9,3%**
Dépenses								
charges à caractère général	231,09	152,58	148,73	140,56	139,66	*159,12*	13,9%	-7,2%
charges de personnel	290,56	235,97	246,89	245,24	247,43	*252,62*	2,1%	-2,8%
autres charges de gestion courante	0,00	0,00		1,05	0,06			
charges exceptionnelles	0,02	0,01	0,19		0,13	*400,00*		
dotations provisions								
Dépenses réelles de fonctionnement	**521,67**	**388,57**	**395,82**	**386,85**	**387,27**	***811,74***	**109,6%**	**9,2%**
dépenses d'ordre	27,16	44,59	35,15	60,93	89,58	*64,13*	-28,4%	18,8%
déficit antérieur reporté								
Total dépenses de fonctionnement	**548,83**	**433,16**	**430,97**	**447,78**	**476,85**	***875,87***	**83,7%**	**9,8%**
Section d'investissement								
Recettes								
emprunts								
autres recettes d'investissement			7,53					
Recettes réelles d'investissement	**0,00**	**0,00**	**7,53**	**0,00**	**0,00**	***0,00***		
Recettes d'ordre	27,16	44,59	35,15	60,93	89,58	*64,13*	-28,4%	18,8%
Excédent antérieur reporté ou affecté	100,00	258,82	36,49	57,54	0,84	*40,30*	4680,8%	-16,6%
Total recettes d'investissement	**127,16**	**303,41**	**79,18**	**118,47**	**90,42**	***104,43***	**15,5%**	**-3,9%**
Dépenses								
remboursement capital dette								
dépenses d'équipement (20/21/23)	188,52	38,10	21,64	119,31	49,28	*41,05*	-16,7%	-26,3%
Dépenses réelles d'investissement	**188,52**	**38,10**	**21,64**	**119,31**	**49,28**	***41,05***	**-16,7%**	**-26,3%**
dépenses d'ordre	164,75							
déficit antérieur reporté	2,71	228,82			0,84			
Total dépenses d'investissement	**355,98**	**266,92**	**21,64**	**119,31**	**50,12**	***41,05***	**-18,1%**	**-35,1%**
Soldes financiers								
Epargne brute	**96,94**	**195,77**	**191,20**	**221,35**	**277,76**	***-157,47***	**-156,7%**	**-210,2%**
Epargne nette	**96,94**	**195,77**	**191,20**	**221,35**	**277,76**	***-157,47***	**-156,7%**	**-210,2%**
Résultat de l'exercice	**123,44**	**281,11**	**458,20**	**560,24**	**788,71**	***590,19***	**-25,2%**	**36,7%**
Encours de la dette								
Capacité de désendettement (en années)								

Le camping n'est plus un budget annexe de la commune puisqu'il a acquis l'autonomie financière depuis le 1er janvier 2015.

La principale conséquence financière est que le camping ne partage plus le même compte que la commune auprès du trésor public et possède donc son propre compte.

La trésorerie du camping étant conséquente fin 2014 (788 000 €), il a été décidé d'en affecter 400 000 € au budget principal de la commune dans la mesure où cette dernière a largement contribué à la constitution de ces excédents par la mise de fonds de départ et par la mise à disposition gratuite du terrain et des équipements.

Malgré ce prélèvement, le résultat global de clôture du camping devrait rester très confortable à un peu moins de 600 000 €.

Cet excédent permettra de financer sans problème les investissements prévus en 2016 (travaux de reconstruction du bâtiment à l'entrée du camping).